

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 141

29 décembre 2000

S o m m a i r e

Règlement grand-ducal du 1 ^{er} décembre 2000 abrogeant le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 soumettant à licence l'exportation et le transit du pétrole et de certains produits pétroliers à destination de la République fédérale de Yougoslavie	page 3278
Règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 modifiant le règlement grand-ducal du 9 mai 1990 portant organisation du Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports	3278
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 concernant l'application au Grand-Duché de Luxembourg du régime de prime à l'abattage	3279
Arrêté grand-ducal du 22 décembre 2000 concernant les délégations de signature par le Gouvernement	3282
Loi du 22 décembre 2000 sur l'affectation de l'excédent des recettes de l'exercice budgétaire 1999	3290
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 déterminant le taux de l'intérêt légal pour l'année 2001	3290
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 fixant certaines modalités d'exécution du règlement (CE) no 1493/1999 relatives au régime d'aide à la restructuration et à la reconversion des vignobles	3290
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 portant modification des montants prévus aux articles 215, 231 et 313 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales	3292
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 relatif à l'octroi de primes d'abandon définitif de superficies viticoles	3293
Amendements à l'Accord relatif à la conservation des chauves-souris en Europe, adoptés à la première session de la quatrième réunion des Parties, qui s'est tenue à Bristol, du 18 au 20 juillet 1995 – Ratification et entrée en vigueur pour le Luxembourg; liste des Etats liés.	3295
Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Pologne sur la sécurité sociale, signée à Varsovie, le 1 ^{er} juillet 1996 – Entrée en vigueur	3295
Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Afrique du Sud tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, signée à Luxembourg, le 23 novembre 1998 – Entrée en vigueur	3295
Loi du 7 décembre 2000 portant approbation de la Convention pour la protection du Rhin, de son Annexe et du Protocole de signature, signés à Berne, le 12 avril 1999 – Rectificatif	3295
Loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux – Rectificatif	3296
Loi du 22 décembre 2000 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 1999 – Rectificatif	3296
Loi du 27 novembre 2000 portant modification de la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur – Rectificatif	3296
Règlement grand-ducal du 22 décembre 2000 fixant les coefficients d'ajustement prévus à l'article 220 du code des assurances sociales – Rectificatif	3296
Loi du 22 décembre 2000 portant	
a) reprise de l'établissement public «Centre de Gériatrie» par l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées»	
b) modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés	
1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées	
2) Centres de Gériatrie	
Rectificatif	3296

Règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2000 abrogeant le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 soumettant à licence l'exportation et le transit du pétrole et de certains produits pétroliers à destination de la République fédérale de Yougoslavie.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie y afférente;

Vu le règlement grand-ducal du 15 mars 1988 réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

Vu le Règlement (CE) n° 2263/2000 de la Commission du 13 octobre 2000, modifiant l'annexe I du Règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire statistique et au tarif douanier commun;

Vu le Règlement (CE) n° 2228/2000 du Conseil du 9 octobre 2000 abrogeant le Règlement (CE) n° 2111/1999 concernant l'interdiction de la vente et de la fourniture de pétrole et de certains produits pétroliers à certaines parties de la République fédérale de Yougoslavie (RFY);

Vu le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 soumettant à licence l'exportation et le transit de pétrole et de certains produits pétroliers à destination de la République fédérale de Yougoslavie;

Vu l'avis de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Considérant que l'exigence de mettre sous licence l'exportation vers et le transit à destination de la République fédérale de Yougoslavie de pétrole et de certains produits pétroliers doit être levée dans les meilleurs délais, afin de pouvoir appliquer le Règlement (CE) n° 2228/2000 précité;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 soumettant à licence l'exportation et le transit de pétrole et de certains produits pétroliers à destination de la République fédérale de Yougoslavie est abrogé.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur et Notre Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre des Affaires Etrangères
et du Commerce Extérieur,
Lydie Polfer

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Palais de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2000.
Henri

Règlement grand-ducal du 14 décembre 2000 modifiant le règlement grand-ducal du 9 mai 1990 portant organisation du Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 26 mars 1976 concernant l'éducation physique et le sport;

Vu l'avis de l'organisme central du sport;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 21 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les articles 3 à 6 du règlement grand-ducal du 9 mai 1990 portant organisation du Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports sont remplacés par les dispositions suivantes:

«**Art. 3.** Le Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports est composé de treize membres nommés par le ministre compétent pour un terme renouvelable de quatre ans. Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.

Art. 4. Le bureau du Conseil est composé d'un président, de deux vice-présidents et du secrétaire général, lesquels sont nommés directement par le ministre compétent, ainsi que d'un représentant du Comité olympique et sportif luxembourgeois, désigné par ce dernier parmi les trois représentants qu'il délègue au Conseil.

Art. 5. Six membres sont nommés par le ministre compétent, dont trois proposés par le Comité olympique et sportif luxembourgeois et trois représentants de départements ministériels concernés par le sport.

Trois autres membres sont choisis par le ministre en raison de leurs compétences dans le sport.